

Togo-Turquie: un accord militaire qui implique l'éducation



Le Togo a conclu avec la Turquie un accord militaire. Cet accord-cadre de coopération a été signé à l'issue du Salon international de défense et de sécurité (IDEF) organisé par la Turquie du 17 au 20 août derniers. Selon les termes de l'accord, le gouvernement togolais est tenu de fermer les écoles de Fetö.

Il y a désormais une forte liaison militaire entre les deux pays. Essozimna Marguerite Gnakade, la ministre des armées du Togo et Hulusi Akar, ministre turc de la défense ont paraphé les documents de l'accord militaire. Ainsi, Ankara vend des armes et des équipements militaires à Lomé.

La coopération militaire entre [le Togo et la Turquie](#) a pour soubassement la présence Fethullah Gülen en Afrique en général et au Togo en Afrique.

Selon Jeune Afrique, Ankara a informé Lomé des dangers que représente le dirigeant du mouvement Fetö, après que ce dernier a été accusé de tentative de coup d'État en 2016 et d'affiliation à des organisations terroristes.

L'accord exige la fermeture de l'École internationale Zodiaque à la fin de cette année scolaire 2020-2021. Les autorités togolaises auraient adressé une demande pareille aux responsables de cet établissement.

L'accord militaire induit un autre accord

Un nouvel accord d'établissement est signé avec la [fondation officielle Maarif](#), qui ouvrira à la rentrée prochaine 2021-2022 une école turque. Cette école va accueillir les enfants de la maternelle au lycée. Elle délivrera un baccalauréat français.

Gülen est un mouvement interculturel et interreligieux dirigé par l'imam Fethullah Gülen qui réside aux Etats-Unis.

Le mouvement regroupe des associations et des établissements scolaires. Ces derniers sont dénommés Fethullahist terrorist organization (Féto) par les officiels turcs.

Au Togo, le seul établissement géré par cette organisation est l'École internationale Zodiaque. Elle sera remplacée par la Fondation Maarif qui fonctionne en coordination avec le ministère turc de l'Education ainsi que celui des Affaires étrangères.